



Des morts sans importance

Il y a trente ans, un coup d'État militaire en Argentine allait faire 30000 victimes. Parmi elles, au moins dix-huit citoyens français dont les familles ont été abandonnées par leur pays.

En 1976, on a pris une année sabbatique avec Christine, ma femme, pour se balader en Argentine. Lors d'un séjour à Buenos Aires où habitaient mes parents, on a été arrêtés, puis torturés, nos tortionnaires parlaient français!» C'est ainsi que témoigne Jean-Pierre Lhande, d'emblée. Il y a chez ce Franco-Argentin de 56 ans un trop-plein de souffrances et de colère, accumulés depuis trente ans. S'il habite Vincennes, c'est à Buenos Aires que Jean-Pierre est né, d'un père français et d'une mère argentine. Là-bas, il fréquentait le collège français que dirigeait son père puis, en 1970, il a été appelé en France pour faire son service militaire. Six ans plus tard, sac aux dos, Christine et lui parcourent la pampa. Entre deux bus, ils dorment dans des gares sans se faire contrô-

ler, bien que les militaires aient pris le pouvoir 24 mars. Dans la capitale, ils s'installent, incantés, chez les parents. Michel, le frère, est absent. Il fait son service militaire en Argentine en tant qu'infirmier à l'hôpital naval. Le 23 juin, à une heure du matin, un coup de feu fait sauter la structure de l'appartement. Plusieurs personnes se jettent sur la famille. Jean-Pierre et Christine sont engoulés, séparés, torturés jusqu'à l'aube. C'est Michel Lhande, qui milite dans un groupe d'extrême gauche que les intrus recherchent. La famille n'aura plus de nouvelles de lui. En ce mois de juin 1976, Jean-Pierre n'a pas le temps de se laisser submerger par la peur tant deux questions l'obsèdent: «Où est mon frère? Pourquoi mon tortionnaire parlait-il un français sans accent?» Quelques mois plus tard, il aura une réponse à sa première interrogation: Michel Lhande, d'abord inscrit sur la liste des Français disparus en Argentine, passera sur celle des prisonniers qu'un autre Français écroué le reconnaîtra. En revanche, il faudra des années à Jean-Pierre pour élucider le second mystère: «J'ai compris grâce au bouquin d'Assaresses sur la torture en Algérie. On y apprend que d'anciens de l'OAS étaient en Argentine en 1976. La journaliste Marie-Monique Robin⁽¹⁾ a démontré que l'organisation du coup d'État argentin était la copie confi-

Ciudadanos franceses víctimas de la dictadura militar argentina



Marcel Amiel



Robert Boudet



Jean-Yves Claudet



Françoise Dauthier



Yves Domergue



Alice Domon



Léonie Duquet



Marie-Anne Ertze



Maurice Jeger



Mario Julien



Gabriel Longueville



Pierre Pegneguy



Jean Marcel Soler



Marcel Tello



Paul Tello



Raphael Tello

EN TOUTE CLANDESTINITÉ

Les combles de l'École de mécanique de la marine où 5000 détenus furent clandestinement torturés. Les cellules construites entre les montants métalliques pouvaient recevoir trois détenus encagoulés, en permanence en position allongée.

Iglesia de Santa Cruz, 25 de setiembre de 2005

me de celle de la bataille d'Alger et que les militaires français avaient initié les Argentins à l'usage de la gégène.» Lui a subi la version argentine, la «picana».

LA COLÈRE COMME MOTEUR

Jean-Pierre prend des risques. Alors que sa femme et sa mère s'exilent, lui et son père restent à Buenos Aires, et dorment chaque soir chez un ami différent. Ils se présentent à l'ambassade de France pour, notamment, avoir l'explication de l'anomalie linguistique. Le consul et le vice-consul notent les détails du drame. Les Lhande tentent ensuite de retrouver les traces de Michel. Ils s'adressent à l'armée. On les renvoie d'un bureau à l'autre, jusqu'au jour où un officier menace: «Si l'on continue à vous voir tous les jours, on prendra des sanctions...» Ils prennent l'avion pour Paris. À peine arrivé, Jean-Pierre file au Quai d'Orsay. Il en sort écoeuré: l'ambassade de France en Argentine n'a rien retransmis de sa déposition. La colère ne va plus le quitter. Ce sera son moteur. Désormais, il harcèlera le ministère pour avoir des nouvelles de son frère. «J'en ai marre de tous vous recevoir!», lâche le consul. Jean-Pierre est estomaqué: «Comment ça "tous"?» C'est ainsi qu'il découvre que

REGARDS

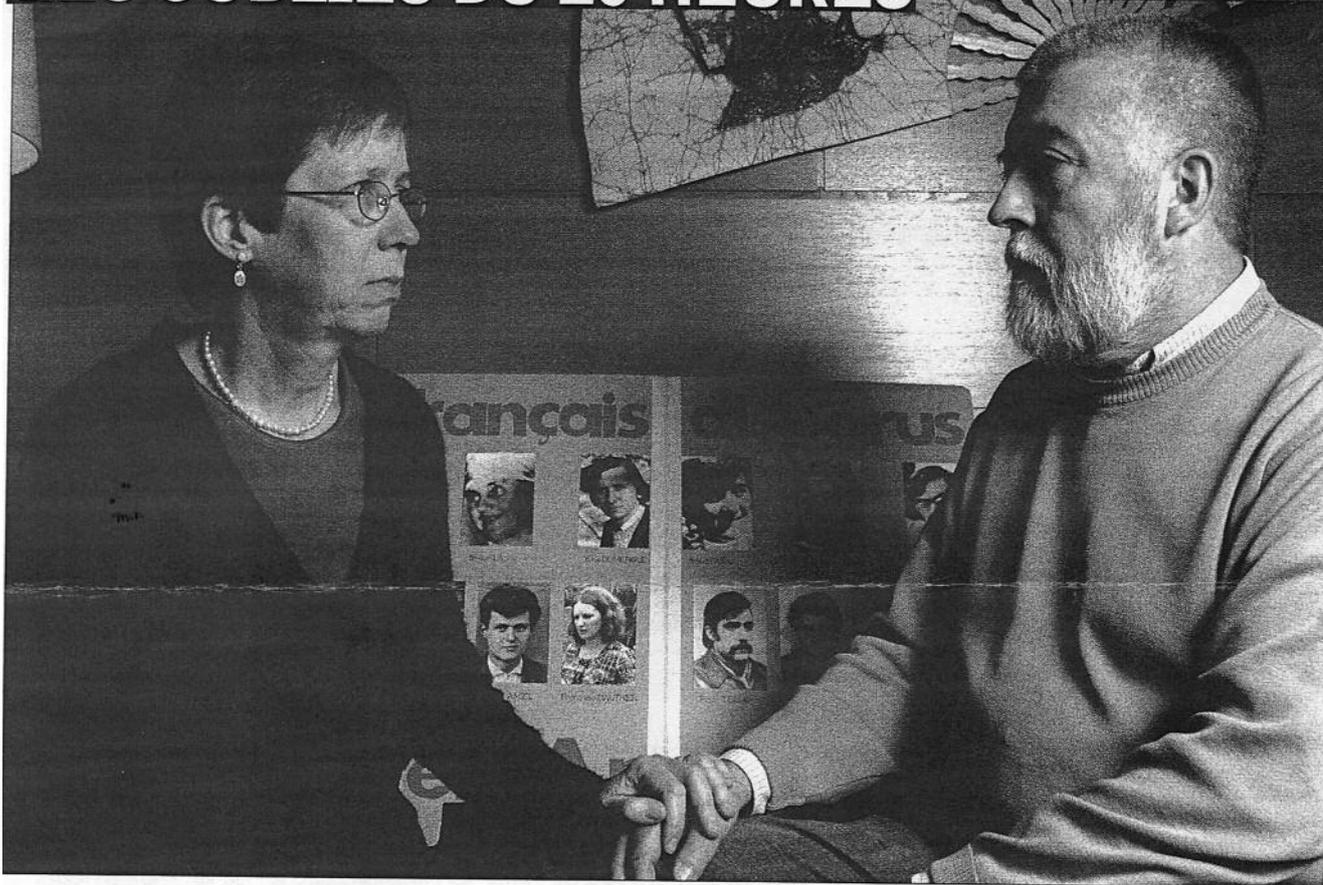
Grâce, entre autres, au soutien du couple Montand-Signoret, cette affiche a pu être tirée en grand format.

«Des anciens de l'OAS étaient en Argentine en 1976. Les militaires français avaient initié les Argentins à l'usage de la gégène!»

d'autres familles françaises recherchent également des disparus. Il récupère les noms, organise une réunion et fonde l'Association des familles et amis de Français détenus et disparus en Argentine. On compte déjà un mort (le prêtre Gabriel Longueville), une dizaine de disparus et une dizaine de détenus, parmi lesquels Miguel Benasayag⁽²⁾.

Pour les détenus, l'association réclame au moins des visites consulaires. Pour les disparus, les fonctionnaires du Quai d'Orsay répètent qu'ils ne peuvent rien faire. Abandonnées, les familles ne décollent pas quand Giscard d'Estaing accueille les otages français du Front Polisario. «C'est la preuve que les efforts du gouvernement paient!», martèle Jean-Pierre. Au journal de 20 heures, l'avocat d'une des familles fait une déclaration. L'association décide de le contacter. Maître Miquel se lance alors dans une requête désespérée. Il part pour l'Argentine aux frais du Quai d'Orsay, rencontre les prisonniers français, interroge des membres de la junta militaire. Cependant, l'aide de l'État français reste symbolique: «Que des belles paroles! Ce qu'ils veulent, c'est vendre des armes et signer des contrats!» La presse également reste plus discrète que les familles ne le voudraient. Dès 1976, elles défilent pourtant chaque semaine devant l'ambas-

LES OUBLIÉS DU 20 HEURES ARGENTINE



sade argentine à Paris, comme le feront les mères des victimes à Buenos Aires sur la fameuse place de Mai. L'association ne peut compter que sur quelques amis, sur des exilés et sur les infatigables militantes de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat). «*Même l'Église, sans nier la situation, n'a pas beaucoup bougé.*» Pour obtenir une messe, il fallait persuader l'évêque. «*Quand on voulait la cathédrale Notre-Dame, on obtenait l'église Saint-Eustache!*» Un jour, un livre de Régis Debray attire l'attention des membres de l'association. Jean-Pierre rédige une lettre à l'auteur: «*Vous qui avez été libéré grâce à des soutiens politiques, aidez les victimes du pays du Che!*» Debray accepte un entretien et leur présente Yves

INLASSABLEMENT
Christine et Jean-Pierre Lhande, torturés en 1976, n'ont jamais lâché prise. Ils continuent à chercher la vérité sur la disparition de leurs compatriotes, malgré l'oubli et l'indifférence.

TÉNACITÉ
Les mères de la place de Mai, devant la tristement célèbre école de mécanique.



Montand et Simone Signoret. Le couple adhère immédiatement à leur cause, mobilise des artistes, fait éditer le portrait des disparus en grand format, et restera un soutien fidèle et rare.

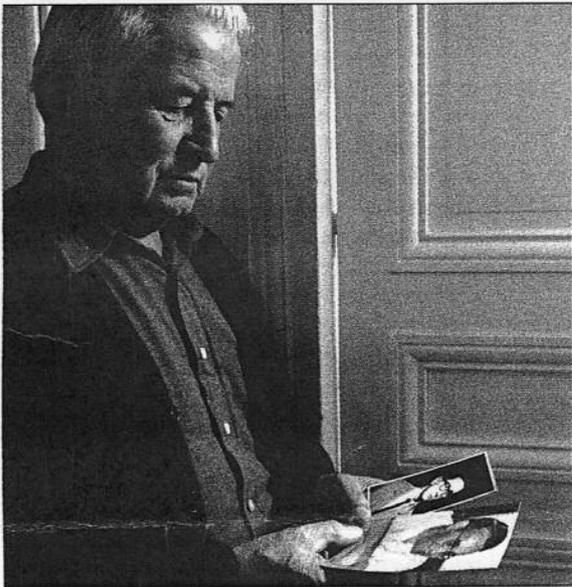
BOYCOTTER LA COUPE DU MONDE

En 1978, Jean-Pierre intègre le comité de boycott de la Coupe du monde de football qui doit se dérouler au pays des tortionnaires. Or, nul ne peut plus ignorer les milliers de disparus argentins. «*On travaillait jour et nuit. Tout le monde nous demandait des affiches!*» Jean-Pierre se souvient avoir bousculé les femmes de footballeurs: «*Voici le téléphone de notre association au cas où vos maris ne reviendraient pas!*» Mais l'élan de solidarité retombe aussi vite qu'il est monté. Cette année-là, Jean-Pierre reçoit un appel d'un émissaire de la marine argentine. «*Il m'a dit que l'amiral Massera était prêt à libérer quatre prisonniers français en échange d'un entretien avec le Président français.*» Aussitôt, accompagné de maître Miquel, Jean-Pierre persuade l'Élysée d'accepter. Après la rencontre entre le président Giscard d'Estaing et l'amiral Massera à Paris, quatre Français seront effectivement libérés, dont Miguel Benasayag. «*C'est la preuve qu'avec davantage de volonté politique, les gouvernements français auraient pu épargner des vies.*» «*Sous Giscard, les socialistes nous soutenaient. En 1981, ils se sont tus*», regrette Jean-Pierre. Il y a bien eu un conseiller de Matignon plus compréhensif, mais il était isolé. L'indifférence se confirme encore pendant la guerre des Malouines. Astiz, un capitaine argentin impliqué dans la disparition d'Alice Domon et de Léonie Duquet, deux missionnaires françaises, est alors en prison à Londres. «*Le conseiller a détaché un juge pour aller l'interroger. Mais le Quai d'Orsay a oublié de transmettre la demande aux Anglais*»,

DU NEUF DANS L'AFFAIRE LONGUEVILLE?

► Des archives de 1976 de l'armée de Chamental ont été réquisitionnées début mars dans le cadre de l'enquête argentine sur les meurtres du missionnaire ardéchois Gabriel Longueville, son confrère argentin Carlos Murias et leur évêque Angelelli. Ces documents pourraient éclairer les causes de leurs assassinats. Proches des pauvres, les deux prêtres assistaient les paysans de Chamental. Ils ont été arrêtés le 17 juillet 1976 et retrouvés morts dans un fossé. Une semaine plus tard, leur évêque, adepte de la théologie de la libération, mourait dans un simulacre d'accident de voiture. L'Église argentine, qui soutenait la junte, a nié la thèse évidente du meurtre. « On ne suivait pas l'actualité et, quand il y a eu le coup d'État, Gabriel nous a caché ses craintes », rapporte sa sœur, Denise Tracol. L'Église ardéchoise et le Céfal⁽¹⁾ ont accompagné la douleur de cette famille en France. « Mais à part ça, on n'a pas particulièrement reçu de soutien. » Gabriel gît à Chamental où un autre missionnaire ardéchois, Raymond Charre (ci-dessous), ordonné dans un village proche, entretient sa mémoire.

1. Comité épiscopal France-Amérique latine



rage Jean-Pierre. En 1983, la junte tombe. Les prisonniers sont relâchés. Michel Lhande rentre en France après sept ans de prison. Son père, qui s'est laissé mourir, n'aura pas le plaisir de l'embrasser. Mais pour les familles, l'espoir renaît. Un avocat argentin est chargé par l'ambassade de France en Argentine d'enquêter sur les disparus français. Sur place, des milliers de dossiers judiciaires sont ouverts contre les tortionnaires. Mais après la condamnation des dictateurs en 1985, les chefs d'État successifs préfèrent passer l'éponge : avec les « lois du point final » et du « devoir d'obéissance » en 1986 et 1987, le président Alfonsín exempté tous les autres militaires et policiers. Carlos Menem fait pire : en 1989, il signe une amnistie, signant ainsi le pardon des dictateurs condamnés. Les tortionnaires sont libres et les plaintes archivées. En 1990, à Paris, le dossier défendu par maître Miquel se clôt par une

condamnation par contumace du capitaine Astiz. C'est une victoire symbolique pour les familles. Les médias parlent des deux sœurs. Les autres disparus restent dans l'oubli. Les familles ne défilent plus devant l'ambassade. Elles sont fatiguées. Certaines veulent oublier. « *Ce qui nous sauve, c'est la venue de Pinochet en Angleterre en 1997* », explique Jean-Pierre. À l'Assemblée, un député évoque les disparus français. Jean-Pierre se souvient d'une déclaration de la ministre de la Justice, Élisabeth Guigou, qui déclare n'avoir connaissance d'aucune demande de recherche de Français disparus au Chili ou en Argentine. Le lendemain, il est au ministère. Un dossier est rouvert. Onze familles se portent partie civile. C'est maître Sophie Thonon, une avocate proche des milieux latinos de France, qui prend la relève. Son dossier va connaître de multiples rebondissements et sera enrayé par une grossière erreur de la justice italienne, des blocages en Argentine et des lenteurs des ministères français : « *Des demandes de commissions rogatoires et d'extraditions auraient pu être transcrites plus rapidement. Quand on veut que cela aille vite, cela va vite!* », témoigne-t-elle.

LA PEUR, TRENTE ANS APRÈS

Jean-Pierre n'espère plus grand-chose de la justice. « *Ni ici, ni là-bas. En trente ans, j'ai appris que tout s'arrangeait dans les couloirs!* » Certes, les lois d'amnistie argentines ont été déclarées anticonstitutionnelles en juin 2005 et les dossiers ont été rouverts, mais sans les mesures financières et politiques nécessaires pour accélérer les délais de jugements. La plupart des tortionnaires sont libres et meurent de vieillesse. Jean-Pierre ne baisse pas les bras. Il frappe encore aux portes des ministères où il tombe désormais sur de jeunes fonctionnaires. Il faut tout reprendre depuis le début : la junte, l'OAS, la torture en français. Régulièrement, il se rend à la Commission européenne. Quand il va en Argentine, il passe toujours à l'ambassade de France. « *J'ai dû me battre pour qu'ils acceptent d'inscrire leur adresse internet sur les tracts des photos de disparus. Si quelqu'un en Argentine reconnaît l'un des nôtres, à qui pourrait-il s'adresser?* » Il croit plus en un message anonyme qu'à une déposition. « *Beaucoup de gens ont encore peur de témoigner! D'ailleurs, c'est seulement l'an passé qu'une mère française a déclaré la disparition de son fils: les militaires avaient menacé de s'en prendre au reste de la famille si elle parlait.* » La liste des victimes françaises compte aujourd'hui dix-huit noms. Jean-Pierre les cite pour qu'ils

« Avec davantage de volonté politique, les gouvernements français auraient pu épargner des vies! »

ne tombent pas dans l'oubli : « *Marcel Amiel, Robert Boudet, Jean-Yves Claudet, Françoise Dauthier, Yves Domergue, Alice Domon, Andrés Roberto Duro, Léonide Duquet, Marie-Anne Érize, Maurice Jeger, Mario Julien, Gabriel Longueville (lire encadré), Pierre Pegneguy, Juan Roger Peña, Jean-Marcel Soler, les frères Marcel, Paul et Raphael Tello... J'aurais pu être le dix-neuvième.* »

**TEXTE : CÉCILE RAIMBEAU
PHOTOS : DANIEL HÉRARD**

1. Auteur de *Escadrons de la mort, l'école française* (La Découverte 2004).
2. Lire son texte p. 28.

PEUPLE, INSURGÉ

► Les deux journalistes qui signent cet article viennent de publier *Argentine rebelle*, un récit texte-images (en noir et blanc). Souvenez-vous, en décembre 2001, la ruine d'un pays où le peuple des pauvres allié aux classes moyennes refusait la cure d'austérité et renversait les présidents. Fins connaisseurs du pays, Cécile Raimbeau et Daniel Hérard racontent la suite de cette histoire et sa pelletée d'initiatives : occupations d'entreprises et redémarrage sur une base autogestionnaire⁽¹⁾, assemblées populaires, mouvement des chômeurs... En conclusion, les deux auteurs veulent voir, dans cette dynamique, « *laboratoire* » du refus d'un « *capitalisme mondialisé* ». « *Si ces rébellions ne sont pas, pour l'heure, de véritables alternatives au système économique et politique argentin, [...] elles montrent une vraie sensibilité révolutionnaire.* » Leur pronostic est sans doute osé, mais leur talent à faire aimer ce pays rebelle est incontestable. N.B.

1. Lire leur reportage paru dans TC n°3171



Argentine rebelle
Cécile Raimbeau
et Daniel Hérard
Alternatives, 150 p., 20 €